

# Donnez à ce pays plus de (fede)réalisme et moins de (sur)réalisme

De Tijd - Willem Sas - Professor publieke economie aan de Universiteit van Stirling (Schotland) en verbonden aan de KU Leuven

Traduction libre avec [www.DeepL.com/Translator](http://www.DeepL.com/Translator) (version gratuite)

*La solution à notre imbroglio institutionnel n'est pas tant un choix entre plus de Belgique ou plus de Flandre, mais une voie médiane transparente.*

Le week-end dernier, le congrès de la N-VA a mis le feu aux poudres : la crise du corona a montré que le système belge ne fonctionne pas. Donner plus de pouvoirs aux régions est la solution pour le parti, et en même temps l'enjeu des élections de 2024.

Entre-temps, presque tout le monde s'accorde à dire que la structure de notre État peut être améliorée. Le coronavirus se moque des frontières et expose impitoyablement les limites de notre enchevêtrement surréaliste de communautés, de régions, de commissions communautaires et de commissions communautaires communes. Une citation de Mieke Vogels datant de 2002 en dit long : *"Récemment, nous nous étions assis à la table avec huit ministres (de la santé). L'un d'eux est littéralement tombé de la scène avec sa chaise"*.

La solution n'est pas simplement un choix politique entre plus de Belgique ou plus de Flandre. Ce que nous faisons nous-mêmes, nous ne le faisons pas nécessairement mieux, notamment parce que nous ne pouvons pas aborder des problèmes transfrontaliers tels qu'une pandémie au seul niveau local. Entre l'unitarisme et le confédéralisme/séparatisme, il existe une troisième voie, qui est déjà suivie par la Suisse, l'Allemagne, le Canada et les États-Unis : le fédéralisme territorial classique. C'est la seule solution si l'efficacité devient réellement notre principe directeur plutôt que l'idéologie ou l'urgence politique, comme dans les précédentes réformes de l'État.

## Cinq joueurs

Lors d'un séminaire en ligne organisé par le groupe de réflexion universitaire Re-Bel Rethinking-Belgium la semaine dernière, il est apparu clairement que des deux côtés de la frontière linguistique, cette troisième option commence à mûrir comme une alternative au statu quo. On l'appelle souvent le "fédéralisme à quatre", car les communautés fusionneraient en régions et il resterait une région flamande, wallonne, bruxelloise et germanophone (Ostbelgien). Mais en fait, il y a cinq joueurs. La différence essentielle avec le confédéralisme est que le gouvernement central continue à jouer un rôle important. Il continue d'être élu directement et, en tant que distributeur du jeu, il conserve des leviers importants, tels que certaines parties de la sécurité sociale et le pouvoir fiscal. C'est également le cas en Suisse, en Allemagne et dans presque toutes les autres fédérations.

Dans un système confédéral, en revanche, les représentants des entités fédérées sont envoyés dans un conseil national, où les décisions sont prises à l'unanimité. Ce système n'a été utilisé que quelques fois. Il a échoué lamentablement à chaque fois. La raison est facile à comprendre : plus vos propres partisans l'emportent, plus il est facile de tout bloquer. C'était le cas aux États-Unis jusqu'à ce que les colonies indépendantes s'unissent en 1787 dans une fédération étroite. C'est le cas dans la structure actuelle de l'UE pour les questions pour lesquelles le Conseil européen doit obtenir le consentement de tous les chefs de gouvernement. Le démarrage lent de la politique de vaccination était en partie dû au fait que les États membres avaient chacun leur mot à dire sur le prix et le choix des producteurs. Les intérêts nationaux prennent alors souvent le pas sur les intérêts européens.

## Connecté

Vous pourriez vous demander pourquoi il n'est pas préférable de se séparer tout de suite si travailler ensemble est si difficile. Si chacun peut balayer devant sa porte, il n'y a pas de problème, non ? Malheureusement, les gouvernements ne sont pas des ménages. Lorsqu'il s'agit de problèmes transfrontaliers, ce qui est décidé dans un pays ou une région a un impact direct sur ce qui se passe dans d'autres régions. Si un pays se retire d'un plan climatique, c'est une mauvaise nouvelle pour les autres. L'effet de serre ne s'arrête pas à une frontière. Si un pays ne vaccine pas sa population ou impose des tarifs commerciaux, c'est pareil. En d'autres termes, plus nous sommes connectés et plus notre économie devient dense, plus vous avez besoin de solutions gérées de manière centralisée qui concilient tous les intérêts. Juste parce qu'un gouvernement ne se soucie que de ses propres citoyens.

Alors pourquoi ne pas soutenir un fédéralisme territorial transparent qui favorise la coopération ? En décentralisant les pouvoirs qui ont une importance locale ou régionale, seules les questions qui concernent tous les Belges restent au niveau fédéral. Cela signifie que nous pouvons penser à une refédéralisation là où c'est logique, mais aussi à une décentralisation plus poussée. Des compétences telles que la mobilité, l'énergie, la santé, le marché du travail ou la formation des salaires sont beaucoup trop fragmentées ou inefficaces, et pourraient être mieux délimitées. La loi de finances peut également être améliorée et simplifiée, tant pour favoriser la responsabilité des États fédérés que pour mieux asseoir leur autonomie fiscale. Les solutions bien pensées ne sont pas aussi simples à sortir du chapeau que des slogans politiques, mais d'ici 2024 elles ont le temps de mûrir et de réussir. Appelez cela le fédéralisme.